



Date de convocation : 05.05.2026  
Nbre de membres en exercice : 15  
Nbre de présents : 12  
Nbre de membres ayant pris part à la délibération : 14  
Vote pour : 14  
Vote contre : 0  
Abstention (s) : 0  
Quorum : 8

## COMMUNE DE BONNIEUX

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 12 MAI 2026

N°01

L'an deux mil vingt-six et le douze mai, à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil municipal de la commune de Bonnieux, légalement convoqué s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur Yannick MEYSSARD, Adjoint au Maire.

Etaient présents : Monsieur Yannick MEYSSARD, Madame Cécile CHEVALIER, Monsieur Serge AGNEL, Madame Nathalie LOMBARD, Monsieur Jean-Michel PAGES, Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Patrick DEVAUX, Madame Laetitia AGNEL, Madame Barbara DENOLE, Monsieur Eric PAGHDIKIAN, Monsieur Alexis BOUTIERE, Madame Laure GUGLIELMINO.

Pouvoirs : Madame Elsa POMMIER à Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Pascal RAGOT à Monsieur Yannick MEYSSARD - Arrivée de Monsieur le Maire à 20h10.

Absent : Monsieur Emmanuel GROS.

A été élu secrétaire de séance : Monsieur Alexis BOUTIERE.

### OBJET :

### **DESAFFECTATION DE LA PARCELLE K930**

Monsieur Yannick MEYSSARD expose à l'assemblée que les parcelles cadastrées section K numéro 126, 127, 794, 930 et 932 se trouvent en état de copropriété de fait entre les Consorts BARRA, Monsieur MOUTH, Monsieur CLEMENT et Madame DEFLAUX et doivent faire l'objet d'une régularisation suivant acte à recevoir par Maître Laurence DURIF-GUIRAUD, notaire à BONNIEUX.

Que l'accès aux lots 3 et 4 créés suivant acte à recevoir par Me Laurence DURIF-GUIRAUD, s'effectue depuis la voie publique au moyen d'un escalier situé sur le domaine public, cadastré section K numéro 930.

Les copropriétaires sollicitent le conseil municipal à l'effet d'accepter la cession à l'euro



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE  
ARRONDISSEMENT D'APT  
COMMUNE DE BONNIEUX

Envoyé en préfecture le 18/05/2026

Reçu en préfecture le 18/05/2026

Publié le

ID : 084-218400208-20260512-DELIB12052601-DE

symbolique de la parcelle cadastrée section K numéro 930 au profit des propriétaires de ladite copropriété de fait.

Cependant, la parcelle K930 appartenant au domaine public, il convient de procéder à la désaffectation de la parcelle.

La désaffectation puis le déclassement dans un second temps s'imposent.

Vu l'article L2122-21 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L.2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les articles L.141-1, L.141-2 et L.141-3 et suivant du code de la voirie routière,

Vu le plan de géomètre annexé à la délibération,

CONSIDERANT que la commune de Bonnieux est propriétaire de la parcelle K930,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques, le bien d'une personne publique qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne plus fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement,

CONSIDERANT que tout déclassement pour une intégration dans le domaine privé communal implique la désaffectation préalable qui résulte d'un état de fait,

CONSIDERANT la nécessité de constater la désaffectation matérielle de l'unité foncière visée,

**L'ORGANE DELIBERANT  
OUI L'EXPOSE DE L'ADJOINT AU MAIRE  
APRES EN AVOIR DELIBERE,**

CONSTATE la désaffectation de l'unité foncière matérialisée en pointillés vert sur le document annexé à la présente délibération,

APPROUVE par conséquent la désaffectation de cette unité foncière.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal,

Le secrétaire,  
Alexis BOUTIERE



L'Adjoint au Maire  
Yannick MEYSSARD



Date de convocation : 05.05.2026  
Nbre de membres en exercice : 15  
Nbre de présents : 12  
Nbre de membres ayant pris part à la délibération : 14  
Vote pour : 14  
Vote contre : 0  
Abstention (s) : 0  
Quorum : 8

## COMMUNE DE BONNIEUX

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 12 MAI 2026

N°02

L'an deux mil vingt-six et le douze mai, à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil municipal de la commune de Bonnieux, légalement convoqué s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur Yannick MEYSSARD, Adjoint au Maire.

Etaient présents : Monsieur Yannick MEYSSARD, Madame Cécile CHEVALIER, Monsieur Serge AGNEL, Madame Nathalie LOMBARD, Monsieur Jean-Michel PAGES, Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Patrick DEVAUX, Madame Laetitia AGNEL, Madame Barbara DENOLE, Monsieur Eric PAGHDIKIAN, Monsieur Alexis BOUTIERE, Madame Laure GUGLIELMINO.

Pouvoirs : Madame Elsa POMMIER à Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Pascal RAGOT à Monsieur Yannick MEYSSARD - Arrivée de monsieur le Maire à 20h10.

Absent : Monsieur Emmanuel GROS.

A été élu secrétaire de séance : Monsieur Alexis BOUTIERE.

### OBJET :

### DECLASSEMENT DE LA PARCELLE K930

Monsieur Yannick MEYSSARD expose à l'assemblée que les parcelles cadastrées section K numéro 126, 127, 794, 930 et 932 se trouvent en état de copropriété de fait entre les Consorts BARRA, Monsieur MOUTH, Monsieur CLEMENT et Madame DEFLAUX et doivent faire l'objet d'une régularisation suivant acte à recevoir par Maître Laurence DURIF-GUIRAUD, notaire à BONNIEUX.

Que l'accès aux lots 3 et 4 créés suivant acte à recevoir par Me Laurence DURIF-GUIRAUD, s'effectue depuis la voie publique au moyen d'un escalier situé sur le domaine public, cadastré section K numéro 930.

Les copropriétaires sollicitent le conseil municipal à l'effet d'accepter la cession à l'euro



symbolique de la parcelle cadastrée section K numéro 930 au profit des propriétaires de ladite copropriété de fait.

Cependant, la parcelle K930 appartenant au domaine public, il convient de procéder à la désaffectation de la parcelle.

La désaffectation puis le déclassement dans un second temps s'imposent.

La désaffectation de la parcelle K930 ayant été constatée, le conseil municipal est invité à prononcer le déclassement du domaine public la parcelle K930 afin de l'intégrer dans le domaine privé de la commune.

Vu l'article L2122-21 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L.2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les articles L.141-1, L.141-2 et L.141-3 et suivant du code de la voirie routière,

Vu le plan de géomètre annexé à la délibération,

Vu la délibération N° 01 du 12.05.2026 portant désaffectation de la parcelle K930,

CONSIDERANT que la commune de Bonnieux est propriétaire de la parcelle K930,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques, le bien d'une personne publique qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne plus fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement,

CONSIDERANT la dispense d'enquête publique de la procédure de déclassement,

CONSIDERANT la désaffectation matérielle de cette parcelle déjà constatée, il est nécessaire de prononcer son déclassement du domaine public communal,

**L'ORGANE DELIBERANT  
OUÏ L'EXPOSE DE L'ADJOINT AU MAIRE  
APRES EN AVOIR DELIBERE,**

APPROUVE le déclassement du domaine public communal de l'unité foncière figurant sur le plan joint à la délibération,

PRONONCE l'incorporation de cette unité foncière dans le domaine privé de la commune,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette opération.

**Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.**

**Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal,**



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE  
ARRONDISSEMENT D'APT  
COMMUNE DE BONNIEUX

Le secretaire,  
Alexis BOUTIERE



Envoyé en préfecture le 18/05/2026

Reçu en préfecture le 18/05/2026

Publié le

ID : 084-218400208-20260512-DELIB12052602-DE

L'adjoint au Maire,  
Yannick MEYSSARD



Date de convocation : 05.05.2026  
Nbre de membres en exercice : 15  
Nbre de présents : 12  
Nbre de membres ayant pris part à la délibération : 14  
Vote pour : 14  
Vote contre : 0  
Abstention (s) : 0  
Quorum : 8

## COMMUNE DE BONNIEUX

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 12 MAI 2026

N°03

L'an deux mil vingt-six et le douze mai, à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil municipal de la commune de Bonnieux, légalement convoqué s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur Yannick MEYSSARD, Adjoint au Maire.

Etaient présents : Monsieur Yannick MEYSSARD, Madame Cécile CHEVALIER, Monsieur Serge AGNEL, Madame Nathalie LOMBARD, Monsieur Jean-Michel PAGES, Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Patrick DEVAUX, Madame Laetitia AGNEL, Madame Barbara DENOLE, Monsieur Eric PAGHDIKIAN, Monsieur Alexis BOUTIERE, Madame Laure GUGLIELMINO.

Pouvoirs : Madame Elsa POMMIER à Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Pascal RAGOT à Monsieur Yannick MEYSSARD - Arrivée de Monsieur le Maire à 20h10.

Absent : Monsieur Emmanuel GROS.

A été élu secrétaire de séance : Monsieur Alexis BOUTIERE.

### OBJET :

#### DESAFFECTATION DE LA PARCELLE K935

Monsieur Yannick MEYSSARD expose à l'assemblée que Monsieur JANIN et Madame RUGGERI sollicite la régularisation de la situation créée de fait sur la parcelle cadastrée K935, appartenant au domaine public de la commune.

Les consœurs précitées sollicitent le conseil municipal à l'effet d'accepter la cession à l'euro symbolique de la parcelle cadastrée section K numéro 935 à leur profit.

Cependant, la parcelle K935 appartenant au domaine public, il convient de procéder à la désaffectation de la parcelle.

La désaffectation puis le déclassement dans un second temps s'imposent.



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE  
ARRONDISSEMENT D'APT  
COMMUNE DE BONNIEUX

Envoyé en préfecture le 18/05/2026  
Reçu en préfecture le 18/05/2026  
Publié le  
ID : 084-218400208-20260512-DELIB12052603-DE

Vu l'article L2122-21 du code général des collectivités territoriales,  
Vu l'article L.2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques,  
Vu les articles L.141-1, L.141-2 et L.141-3 et suivant du code de la voirie routière,  
Vu le plan de géomètre annexé à la délibération,

CONSIDERANT que la commune de Bonnieux est propriétaire de la parcelle K935,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques, le bien d'une personne publique qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne plus fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement,

CONSIDERANT que tout déclassement pour une intégration dans le domaine privé communal implique la désaffectation préalable qui résulte d'un état de fait,

CONSIDERANT la nécessité de constater la désaffectation matérielle de l'unité foncière visée,

**L'ORGANE DELIBERANT  
OÙ L'EXPOSE DE L'DJOINT AU MAIRE  
APRES EN AVOIR DELIBERE,**

CONSTATE la désaffectation de l'unité foncière matérialisée en pointillés vert sur le document annexé à la présente délibération,

APPROUVE par conséquent la désaffectation de cette unité foncière.

**Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.**

**Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal,**

Le secrétaire,  
Alexis BOUTIERE



L'adjoint au Maire  
Yannick MEYSSARD



**Date de convocation :** 05.05.2026  
**Nbre de membres en exercice :** 15  
**Nbre de présents :** 12  
**Nbre de membres ayant pris part à la délibération :** 14  
**Vote pour :** 14  
**Vote contre :** 0  
**Abstention (s) :** 0  
**Quorum :** 8

## COMMUNE DE BONNIEUX

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 12 MAI 2026

N°04

L'an deux mil vingt-six et le douze mai, à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil municipal de la commune de Bonnieux, légalement convoqué s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur Yannick MEYSSARD, Adjoint au Maire.

Etaient présents : Monsieur Yannick MEYSSARD, Madame Cécile CHEVALIER, Monsieur Serge AGNEL, Madame Nathalie LOMBARD, Monsieur Jean-Michel PAGES, Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Patrick DEVAUX, Madame Laetitia AGNEL, Madame Barbara DENOLE, Monsieur Eric PAGHDIKIAN, Monsieur Alexis BOUTIERE, Madame Laure GUGLIELMINO.

Pouvoirs : Madame Elsa POMMIER à Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Pascal RAGOT à monsieur Yannick MEYSSARD – Arrivée de monsieur le Maire à 20h10.

Absent : Monsieur Emmanuel GROS.

A été élu secrétaire de séance : Monsieur Alexis BOUTIERE.

### OBJET :

#### **DECLASSEMENT DE LA PARCELLE K935**

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que monsieur JANIN et Madame RUGGERI sollicite la régularisation de la situation créée de fait sur la parcelle cadastrée K935, appartenant au domaine public de la commune.

Les consœurs précitées sollicitent le conseil municipal à l'effet d'accepter la cession à l'euro symbolique de la parcelle cadastrée section K numéro 935 à leur profit.

Cependant, la parcelle K935 appartenant au domaine public, il convient de procéder à la désaffectation de la parcelle.

La désaffectation puis le déclassement dans un second temps s'imposent.



La désaffectation de la parcelle K935 ayant été constatée, le conseil municipal est invité à prononcer le déclassement du domaine public la parcelle K935 afin de l'intégrer dans le domaine privé de la commune.

Vu l'article L2122-21 du code général des collectivités territoriales,  
Vu l'article L.2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques,  
Vu les articles L.141-1, L.141-2 et L.141-3 et suivant du code de la voirie routière,  
Vu le plan de géomètre annexé à la délibération,  
Vu la délibération N° 03 du 12.05.2026 portant désaffectation de la parcelle K935,

CONSIDERANT que la commune de Bonnieux est propriétaire de la parcelle K935,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques, le bien d'une personne publique qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne plus fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement,

CONSIDERANT la dispense d'enquête publique de la procédure de déclassement,

CONSIDERANT la désaffectation matérielle de cette parcelle déjà constatée, il est nécessaire de prononcer son déclassement du domaine public communal,

**L'ORGANE DELIBERANT  
OUI L'EXPOSE DE L'ADJOINT AU MAIRE  
APRES EN AVOIR DELIBERE,**

APPROUVE le déclassement du domaine public communal de l'unité foncière figurant sur le plan joint à la délibération,

PRONONCE l'incorporation de cette unité foncière dans le domaine privé de la commune,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette opération.

**Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.**

**Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal,**

Le secrétaire,  
Alexis BOUTIERE



L'Adjoint au Maire,  
Yannick MEYSSARD



Date de convocation : 05.05.2026  
Nbre de membres en exercice : 15  
Nbre de présents : 12  
Nbre de membres ayant pris part à la délibération : 14  
Vote pour : 14  
Vote contre : 0  
Abstention (s) : 0  
Quorum : 8

## COMMUNE DE BONNIEUX

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 12 MAI 2026

N°05

L'an deux mil vingt-six et le douze mai, à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil municipal de la commune de Bonnieux, légalement convoqué s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur Yannick MEYSSARD, Adjoint au Maire.

Etaient présents : Monsieur Yannick MEYSSARD, Madame Cécile CHEVALIER, Monsieur Serge AGNEL, Madame Nathalie LOMBARD, Monsieur Jean-Michel PAGES, Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Patrick DEVAUX, Madame Laetitia AGNEL, Madame Barbara DENOLE, Monsieur Eric PAGHDIKIAN, Monsieur Alexis BOUTIERE, Madame Laure GUGLIELMINO.

Pouvoirs : Madame Elsa POMMIER à Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Pascal RAGOT à monsieur Yannick MEYSSARD - Arrivée de monsieur le Maire à 20h10.

Absent : Monsieur Emmanuel GROS.

A été élu secrétaire de séance : Monsieur Alexis BOUTIERE.

### OBJET :

### SUBVENTION FETE ACCUEIL PAYSAN PACA REGION SUD

Dans le cadre de l'organisation de la fête « accueil paysan PACA Région Sud » organisée au GAEC Aude Malbec à Bonnieux, le 3 octobre 2026, monsieur le Maire propose d'attribuer une aide financière de 1 000€.

L'ORGANE DELIBERANT  
OÙ L'EXPOSE DE L'ADJOINT AU MAIRE  
APRES EN AVOIR DELIBERE,



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE  
ARRONDISSEMENT D'APT  
COMMUNE DE BONNIEUX

Envoyé en préfecture le 18/05/2026  
Reçu en préfecture le 18/05/2026  
Publié le  
ID : 084-218400208-20260512-DELIB12052605-DE

APPROUVE la subvention de 1 000€ pour la fête de l'accueil paysan PACA région Sud.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal,

Le secrétaire,  
Alexis BOUTIERE

L'Adjoint au Maire,  
Yannick MEYSSARD





Date de convocation : 05.05.2026  
Nbre de membres en exercice : 15  
Nbre de présents : 12  
Nbre de membres ayant pris part à la délibération : 14  
Vote pour : 14  
Vote contre : 0  
Abstention (s) : 0  
Quorum : 8

## COMMUNE DE BONNIEUX

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 12 MAI 2026

N°06

L'an deux mil vingt-six et le douze mai, à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil municipal de la commune de Bonnieux, légalement convoqué s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur Yannick MEYSSARD, Adjoint au Maire.

Etaient présents : Monsieur Yannick MEYSSARD, Madame Cécile CHEVALIER, Monsieur Serge AGNEL, Madame Nathalie LOMBARD, Monsieur Jean-Michel PAGES, Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Patrick DEVAUX, Madame Laetitia AGNEL, Madame Barbara DENOLE, Monsieur Eric PAGHDIKIAN, Monsieur Alexis BOUTIERE, Madame Laure GUGLIELMINO.

Pouvoirs : Madame Elsa POMMIER à Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Pascal RAGOT à monsieur Yannick MEYSSARD - Arrivée de monsieur le Maire à 20h10.

Absent : Monsieur Emmanuel GROS.

A été élu secrétaire de séance : Monsieur Alexis BOUTIERE.

### OBJET :

### DROIT DE FORMATION DES ELUS

Monsieur le Maire explique que le Conseil Municipal doit adopter, par délibération, les orientations et les crédits ouverts au titre du droit à la formation des Elus (article L2123-12 du code général des collectivités territoriales).

Vu les articles L.2321-2 et L.2123-12 à L.2123-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal doit délibérer sur le droit à la formation de ses membres qui consiste à déterminer annuellement les orientations et les crédits ouverts à ce titre,



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE  
ARRONDISSEMENT D'APT  
COMMUNE DE BONNIEUX

Envoyé en préfecture le 18/05/2026

Reçu en préfecture le 18/05/2026

Publié le

ID : 084-218400208-20260512-DELIB12052606-DE

Considérant que les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la commune,  
Considérant que le montant prévisionnel des dépenses de formation des élus ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil municipal, sans que le montant réel des dépenses de formation ne puisse excéder 20 % du même montant,  
Considérant que seuls les organismes ayant fait l'objet d'un agrément par le Ministère de l'intérieur sont habilités à dispenser des formations aux élus et donnent lieu à une prise en charge par la collectivité,

**L'ORGANE DELIBERANT  
OUI L'EXPOSE DE L'ADJOINT AU MAIRE  
APRES EN AVOIR DELIBERE,**

**ADOPTE**

- Le principe d'allouer dans le cadre de la préparation du budget une enveloppe budgétaire annuelle à la formation des élus municipaux d'un montant égal à 2% du montant total des indemnités de fonction des élus, soit 760.41€.
- Les crédits non utilisés à la clôture de cet exercice seront intégralement reportés au budget de l'exercice suivant.
- La formation des membres du conseil municipal sera axée autour de ces thématiques
  - Les formations en lien avec les délégations et/ou l'appartenance aux différentes commissions
  - Le budget communal

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal,

Le secretaire,  
Alexis BOUTIERE



L'Adjoint au Maire,  
Yannick MEYSSARD

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes, sis 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NIMES Cedex 09, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce délai, il pourra être présenté un recours gracieux, prorogeant le délai de recours contentieux, auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Sauf dans le cas où un régime de décision implicite d'acceptation est institué par la loi, le silence gardé pendant plus de deux mois par l'autorité administrative sur une demande vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée devant la juridiction administrative compétente (cf ci-dessus) dans un délai de deux mois.



Date de convocation : 05.05.2026  
Nbre de membres en exercice : 15  
Nbre de présents : 12  
Nbre de membres ayant pris part à la délibération : 14  
Vote pour : 14  
Vote contre : 0  
Abstention (s) : 0  
Quorum : 8

## COMMUNE DE BONNIEUX

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 12 MAI 2026

N°07

L'an deux mil vingt-six et le douze mai, à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil municipal de la commune de Bonnieux, légalement convoqué s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur Yannick MEYSSARD, Adjoint au Maire.

Etaient présents : Monsieur Yannick MEYSSARD, Madame Cécile CHEVALIER, Monsieur Serge AGNEL, Madame Nathalie LOMBARD, Monsieur Jean-Michel PAGES, Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Patrick DEVAUX, Madame Laetitia AGNEL, Madame Barbara DENOLE, Monsieur Eric PAGHDIKIAN, Monsieur Alexis BOUTIERE, Madame Laure GUGLIELMINO.

Pouvoirs : Madame Elsa POMMIER à Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Pascal RAGOT à monsieur Yannick MEYSSARD - Arrivée de monsieur le Maire à 20h10.

Absent : Monsieur Emmanuel GROS.

A été élu secrétaire de séance : Monsieur Alexis BOUTIERE.

### OBJET :

### DESIGNATION DES DELEGUES EMALA

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la structure EMALA à laquelle la commune de Bonnieux est adhérente,

Vu la loi 20014-809 du 13 août 2004, et notamment son article 142, qui autorisent les conseils municipaux, s'ils le décident à l'unanimité, de ne plus recourir au scrutin secret pour procéder aux nominations et présentations,

Considérant qu'il convient de désigner les représentants de la commune pour participer aux réunions des instances de l'EMALA,



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE  
ARRONDISSEMENT D'APT  
COMMUNE DE BONNIEUX

Envoyé en préfecture le 18/05/2026  
Reçu en préfecture le 18/05/2026  
Publié le  
ID : 084-218400208-20260512-DELIB12052607-DE

Considérant que, à l'unanimité des membres présents, le vote se fait à main levée,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité désigne :

- Madame Cécile CHEVALIER, en qualité de Titulaire
- Madame Laetitia AGNEL, en qualité de Suppléant.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal,

Le secrétaire,  
Alexis BOUTIERE

Adjoint au Maire,  
Yannick MEYSSARD





Date de convocation : 05.05.2026  
Nbre de membres en exercice : 15  
Nbre de présents : 12  
Nbre de membres ayant pris part à la délibération : 14  
Vote pour : 14  
Vote contre : 0  
Abstention (s) : 0  
Quorum : 8

## COMMUNE DE BONNIEUX

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 12 MAI 2026

N°08

L'an deux mil vingt-six et le douze mai, à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil municipal de la commune de Bonnieux, légalement convoqué s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur Yannick MEYSSARD, Adjoint au Maire.

Etaient présents : Monsieur Yannick MEYSSARD, Madame Cécile CHEVALIER, Monsieur Serge AGNEL, Madame Nathalie LOMBARD, Monsieur Jean-Michel PAGES, Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Patrick DEVAUX, Madame Laetitia AGNEL, Madame Barbara DENOLE, Monsieur Eric PAGHDIKIAN, Monsieur Alexis BOUTIERE, Madame Laure GUGLIELMINO.

Pouvoirs : Madame Elsa POMMIER à Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Pascal RAGOT à Monsieur Yannick MEYSSARD – Arrivée de monsieur le Maire à 20h10.

Absent : Monsieur Emmanuel GROS.

A été élu secrétaire de séance : Monsieur Alexis BOUTIERE.

#### OBJET :

**MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU MARCHE HEBDOMADAIRE**

Monsieur Yannick MEYSSARD rappelle aux membres du conseil qu'il s'avère nécessaire pour le bon fonctionnement du marché hebdomadaire d'apporter une modification au règlement intérieur approuvé le 15 avril 2014, et modifié le 10 mars 2022.

L'ORGANE DELIBERANT  
OÛ L'EXPOSE DE L'ADJOINT AU MAIRE  
APRES EN AVOIR DELIBERE,

- ADOPTE le règlement intérieur tel qu'annexé à la présente délibération,



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE  
ARRONDISSEMENT D'APT  
COMMUNE DE BONNIEUX

Envoyé en préfecture le 18/05/2026  
Reçu en préfecture le 18/05/2026  
Publié le  
ID : 084-218400208-20260512-DELIB12052608-DE

- AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et à signer tous les documents afférents à cette délibération.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal,

Le secretaire,  
Alexis BOUTIERE



L'Adjoint au Maire,  
Yannick MEYSSARD



Mairie de Bonnieux

# RÈGLEMENT INTÉRIEUR MARCHÉ HEBDOMADAIRE DE BONNIEUX

Envoyé en préfecture le 18/05/2026

Reçu en préfecture le 18/05/2026

Publié le

ID : 034-218400208-20260512-DELIB12052608-DE

## Annule et abroge les arrêtés antérieurs

Le maire de Bonnieux,

Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment ses articles L. 2121-29, L. 2212- 1 à 3, L. 2224-18, et L. 2224-18-1 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et, notamment les articles L. 2122- 1 et L. 2122-2 relatifs à l'occupation du domaine public ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 avril 2013 fixant les droits de place pour l'année ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 10 avril 2018 relative aux modalités de mise en œuvre du droit de présentation d'un successeur ;

Vu le code de commerce et, notamment ses articles R. 123-208-1 et suivants relatifs aux obligations générales des commerçants ;

Vu le code de la santé publique (CSP) et, notamment les articles L. 3321-1 et suivants relatifs à la réglementation applicable aux débits de boissons ;

Vu la réglementation européenne fixant des exigences relatives à l'hygiène des denrées alimentaires et des denrées animales, dit « Paquet hygiène » : le règlement n° 178/2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire; le règlement n° 853/2004 relatif aux denrées d'origine animale; le règlement n° 882/2004 relatif aux contrôles officiels des produits d'origine animale; le règlement n° 882/2004 relatif aux contrôles officiels notamment et le règlement (UE) 2017/625 du 15 mars 2017;

Vu le code de l'environnement et, notamment les articles L. 541-10-1, L. 541-15-6, L. 541-15- 10 et L. 573-72-1 à 3 ;

Vu l'avis des organisations professionnelles intéressées ou de la commission communale lorsqu'elle existe ;

## SOMMAIRE :

### I. Dispositions générales

Commission communale  
Champs d'application du marché

### II. Demande et attribution des emplacements

Règle générale  
Demande d'emplacement  
Emplacement vacant à la suite d'un arrêt définitif d'activité  
Emplacement vacant à la suite d'une absence temporaire  
Assiduité  
Contact

### III. Gestion des emplacements

Conditions générales  
Interdictions et obligations

### IV. Tarifs et droits de place

Tarifs  
Commerçants titulaires  
Le non-paiement de l'abonnement aux échéances, entraîne pour le commerçant sa radiation du marché  
Commerçants passagers

### V. Sanctions et exclusions

Sanctions

**Annexes**

Commercialisation des boissons alcooliques  
 Commercialisation des fruits et légumes  
 Commercialisation de viandes / boucher, boucher-charcutier  
 Commercialisation de fromages, produits laitiers et œufs  
 Charcuterie artisanale / charcuterie traiteur

**ARRÊTE :****I. DISPOSITIONS GENERALES****Commission communale**

Le fonctionnement du marché hebdomadaire est soumis à l'avis de la commission composée d'élus et de personnes qualifiées sous la présidence du maire de Bonnieux.

Il s'agit des membres de la commission marchés, d'un représentant du marché, et d'un représentant du syndicat des commerçants non sédentaires de Vaucluse.

Il faudra distinguer commission (une fois par an) et sous-commissions (réunion des membres à chaque fois que cela sera utile dans l'année, à savoir pour les nouvelles demandes d'emplacements, par exemple).

Les convocations doivent parvenir aux membres de la commission au moins cinq jours francs avant la date prévue de la réunion.

Les placiers participent aux travaux de la commission avec voix consultative.

***Cette commission, à caractère consultatif, laisse entières les prérogatives du maire ou de son représentant qui conserve tous les droits de police qu'il détient en vertu du code général des collectivités territoriales.***

**Champs d'application du marché**

Nom et type de marché	Marché hebdomadaire été	Marché hebdomadaire hiver
Jour	Vendredi	Vendredi
Fréquence	Du 1 <sup>er</sup> avril au 31 octobre	Du 1 <sup>er</sup> novembre au 31 mars
Lieu	Place Gambetta, rue Pasteur, rue d'Ittenheim, église basse, rue des aires de foulages lors de la fête votive du mois d'août Rue Lucien Blanc uniquement pour les commerçants passagers	Place Gambetta
Horaires du marché	8h00 à 12h30	7h45 à 13h30
Horaires d'installation	6h30 à 8h00*	6h00 à 7h30*
Horaires de désinstallation	12h30 à 13h30**	13h30 à 14h30**
Demande d'inscription	Demande à faire en mairie avant le 31 janvier	Ouvert uniquement aux titulaires et passagers réguliers

\*Les commerçants doivent avoir déchargé leur matériel et retiré leur véhicule dans le respect des horaires d'installation (sauf ceux disposant d'une autorisation)

\*\*A la fin du marché, les commerçants doivent rassembler les divers détritrus dans des sacs fermés et déposé dans les conteneurs prévus à cet effet et veiller à laisser l'emplacement propre.

La vente est interdite en dehors de ces horaires et des emplacements au

En période estivale (1<sup>er</sup> avril au 31 octobre), après le déballage, les véhicules doivent être garés en dehors du périmètre du marché sauf ceux ayant une autorisation.

Les véhicules doivent avoir quitté l'emprise du marché à 7h30 et ne peuvent réintégrer le marché pour le chargement qu'à la fin de l'ouverture au public, soit 13h30.

A la fin du marché, les commerçants doivent ramasser les détritiques dans des sacs fermés et déposés dans les conteneurs prévus à cet effet et veiller à laisser l'emplacement propre.

 Les emballages cartons doivent être pliés.

## II. DEMANDE ET ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS


### Règle générale

1. L'attribution d'un emplacement fixe s'effectue en fonction :
  - de l'ancienneté,
  - du commerce exercé,
  - des besoins du marché,
  - de l'assiduité de fréquentation du marché par les professionnels y exerçant déjà
  - du rang d'inscription des demandes.

Les emplacements sont attribués sous réserve que les professionnels soient en mesure de fournir les documents attestant de leurs qualités définies.

Toutefois, le maire peut attribuer en priorité un emplacement à un commerçant exerçant une activité qui ne serait plus représentée sur le marché ou de manière insuffisante.

2. L'attribution d'un emplacement temporaire pour un commerçant passager s'effectue en fonction :
  - de l'ancienneté
  - des besoins du marché

 Il est interdit à un commerçant non sédentaire, non titulaire d'un emplacement fixe de s'installer sans avoir obtenu l'accord du placier.

Les candidats à l'obtention d'un emplacement ne peuvent, ni retenir matériellement celui-ci à l'avance, ni s'installer sur le marché sans y avoir été autorisés par les placiers représentant le Maire.

Le maire a toute compétence pour modifier l'attribution de l'emplacement pour des motifs tenant à la bonne administration du marché.

Les occupants ne peuvent ni prétendre à l'obtention d'une indemnité, ni s'opposer à ces modifications.



Les commerçants sont tenus d'être présents chaque vendredi du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre sauf maladie attestée par certificat médical ou congé annuel dont les dates devront être communiquées.

### Demande d'emplacement

Toute personne désirant un emplacement ou souhaitant renouveler sa place sur le marché doit déposer une demande écrite à la mairie au plus tard le **31 janvier** de l'année en cours.

 Après cette date, votre demande ne sera pas étudiée.



Cette demande doit obligatoirement mentionner :

- Les nom et prénom du postulant
- L'adresse
  - L'activité précise exercée
  - Carte de commerçant ambulant en cours de validité
  - Kbis

- L'attestation d'assurance couvrant les risques inhérents à la vente responsabilité civile, intoxication alimentaire... (cf : article 14).
- Le métrage linéaire souhaité
- Le besoin d'un branchement électrique

Envoyé en préfecture le 18/05/2026

Reçu en préfecture le 18/05/2026

Publié le

ID : 084-218400208-20260512-DELIB12052608-DE

### Emplacement vacant à la suite d'un arrêt définitif d'activité

Tout emplacement devenu définitivement vacant fait l'objet d'une information

- Par courriel adressé à l'ensemble des commerçants non sédentaires
- Par voie d'affichage en mairie

Tout commerçant non sédentaire souhaitant faire acte de candidature doit en faire la demande adressée à Monsieur le maire.

Après consultation de la commission, chaque postulant sera tenu informé par courrier.

➤ Les critères retenus pour l'obtention d'un emplacement vacant sont :

- Ancienneté
- Assiduité
- Besoins du marché

### Emplacement vacant à la suite d'une absence temporaire

Tout emplacement libre à 7h30 est déclaré vacant.

Tout commerçant non sédentaire **non abonné** est considéré comme **PASSAGER**.

Tout **commerçant passager** qui souhaite obtenir une attribution d'emplacement sur le marché doit en faire la demande au placier **à partir de 7h30**.

Le commerçant passager doit spontanément présenter ses documents d'activités.

L'attribution des emplacements est effectuée selon la disponibilité des places, par ancienneté et besoin du marché.

Tout commerçant passager est tenu de respecter au minimum **10 semaines de présence** sur l'année civile (y compris s'il n'est pas retenu sur le marché). A défaut il perd son ancienneté.

### Assiduité

N'altère pas son assiduité l'abonné qui s'absente pendant 5 semaines de congé par an.

En revanche, il a l'obligation d'en déposer les dates au service du marché.

### Contacts utiles

➤ Gestion administrative du marché : Charlotte DELPRETE

Mail : [marche@mairiedebonnieux.fr](mailto:marche@mairiedebonnieux.fr)

Courrier postal :

Mairie de Bonnieux

3 rue Jean Baptiste Aurard

84480 BONNIEUX

## III. GESTION DES EMPLACEMENTS

### Conditions générales

Afin de tenir compte de la destination du marché, il est interdit au titulaire de l'emplacement d'exercer une nature de commerce autre que celle pour laquelle il a obtenu l'autorisation d'occupation temporaire (AOT).

Le règlement intérieur en vigueur ainsi que l'AOT sont remis à chaque commerçant titulaire en début de saison. L'AOT reprend notamment : le nom, l'ancienneté, le produit, le numéro de place et le métrage.

Nul ne pourra modifier la nature de son commerce sans en avoir expressément et préalablement informé le maire et avoir obtenu son autorisation.



## Interdictions et obligations

Tout comportement troublant la sécurité, la tranquillité ou la salubrité p

- De sous-louer, de prêter, de vendre, de négocier d'une manière quelconque tout ou partie de son emplacement, d'y exercer une autre activité que celle pour laquelle il lui a été attribué
- D'encombrer les allées de circulation et de circuler avec des véhicules dans ces allées pendant les heures d'ouvertures du marché au public
- De mettre en place un groupe électrogène
- De laisser les emplacements impropres
- D'organiser ou d'animer des jeux de hasard ou d'argent
- De quitter son emplacement en dehors des horaires définis
- D'annoncer par des cris ou sons d'instruments la nature et le prix de leurs marchandises.
- Vente forcée strictement interdite.
- Interdiction : d'aller au-devant des passants pour leur proposer des marchandises, de jeter des débris dans les allées réservées au public, de troubler l'ordre public, d'endommager le mobilier urbain, de dégrader le sol.

### Les commerçants doivent obligatoirement :

- Laisser leur emplacement propre
- Respecter la législation et la réglementation concernant leur profession, notamment les règles de salubrité, d'hygiène, d'information du consommateur
- Afficher les prix
- Disposer les balances et instruments de pesage de manière à que le consommateur puisse facilement vérifier le poids de ses achats
- Exposer les marchandises alimentaires au minimum à 70cm du sol
- Protéger les denrées facilement altérables (viandes, charcuteries, plats cuisinés, fromages...) par des vitrines réfrigérées et fermées par des cloisons transparentes
- Mettre un tapis anti graisse et récupérateur de graisse pour les étals alimentaires tels que les rôtisserie, grill, cuisson de plats à emporter
- Ne pas entraver le libre passage d'accès à la porte d'entrée ou à la terrasse d'un commerce



**En cas de déclenchement des sirènes de secours, tous les parasols, barnums doivent être fermés et les auvents des camions rabattus. Il faut dégager et remballer tout étal de nature à ralentir la progression des secours.**

## IV. TARIFS ET DROITS DE PLACE

### Tarifs

Le tarif des emplacements, calculé au mètre linéaire occupé, est fixé par le Conseil Municipal à :

- **1.50€** euros/mètre pour les **titulaires**
- **2.00€** euros/mètre pour les **passagers**
- **5.00€** euros/mètre supplémentaire pour les **commerçant rôtisseur**

Toute modification tarifaire sera validée en Conseil Municipal.

L'emplacement maximum ne pourra pas dépasser douze (12) mètres linéaires et devra tenir compte de la configuration de l'emplacement.

Aucune dérogation ne sera accordée par rapport à l'emplacement maximum.

### Commerçants titulaires



La redevance correspondant à l'abonnement attribué est due en totalité **au plus tard le 30/06/N** **quel que soit le nombre de présences de l'abonné sur le marché.**

L'abonnement se calcule de la façon suivante :

(Nombre de marchés sur la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre) x (mètre linéaire x 1.50€)

**Exemple (emplacement de 6 mètres / 2026) :** (31 marchés) x (6m x 1.50€) = 279.00€ pour l'année.

Un supplément de 5.00€ par marché est appliqué aux commerçants rôtisseur.



Les absences pour maladie seront régularisées en fin d'année sur ju

Envoyé en préfecture le 18/05/2026

Reçu en préfecture le 18/05/2026

Publié le

ID : 084-218400208-20260512-DELIB12052608-DE

## Le non-paiement de l'abonnement aux échéances, entraîne pour le commerçant sa radiation du marché.



La place est immédiatement déclarée vacante. L'abonnement dû reste acquis et des poursuites sont réalisées par le Service de Gestion Comptable de Pertuis.

Le commerçant n'est en aucun cas autorisé à déballer sur le marché tant qu'il ne s'est pas libéré des arriérés d'abonnement dont il est redevable envers la commune.

### Commerçants passagers

Les commerçants passagers devront s'acquitter de leur droit de place chaque vendredi contre remise d'un justificatif de paiement.

## V. SANCTIONS ET EXCLUSIONS

### Sanctions

L'attribution d'un emplacement présente un caractère précaire et révocable. Il peut y être mis fin à tout moment pour un motif tiré de l'intérêt général.

Le **retrait temporaire ou définitif** de l'autorisation d'occupation d'un emplacement déterminé ou non pourra être prononcé par le maire, ou son représentant, notamment pour les cas suivants :

- Infractions habituelles et répétées aux dispositions du présent règlement (respect des horaires, des alignements, placement sans autorisation, abandon de déchets, changement de produits sans autorisation...), ces infractions ayant fait l'objet d'un avertissement et, le cas échéant, d'un procès-verbal de contravention.
- Comportement troublant la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publique.
- Absences répétées et injustifiées (4).

Est considérée comme une absence **justifiée** : congés annuel, arrêt de travail prescrit par un professionnel de santé, intempéries.

Est considérée comme une absence **injustifiée** : toutes absences non mentionnées ci-dessus et **même lorsque le placier est prévenu**.



Au bout de 4 semaines d'absence non justifiées dans l'année, la mairie se réserve le droit de ne plus attribuer l'emplacement, sans indemnité et sans remboursement des droits de place versés.

En tout état de cause, les sanctions doivent être proportionnelles au degré de gravité de l'infraction et peuvent faire l'objet des sanctions ci-dessous :

- Suspension temporaire selon la gravité des faits
- Retrait définitif de l'autorisation d'occupation du domaine public



Tout titulaire d'une autorisation pour l'exploitation d'un emplacement s'engage à respecter, sous peine de sanctions, toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives aux marchés et au présent règlement.

## Annexe 1

# Documents professionnels obligatoires pour exercer une activité détail sur le domaine public

### Commerçants, artisans, gérants de société

- Pièce d'identité ;
- Carte permettant l'exercice d'une activité commerciale ou artisanale ambulante ;
- Pour les nouveaux entrepreneurs uniquement : le certificat provisoire valable 1 mois.

Les personnes qui exercent une activité ambulante sur la commune de leur lieu d'habitation ou de leur siège social sont dispensées de la présentation de la carte de commerçant ambulant ou du certificat provisoire dès lors qu'ils présentent une preuve de l'exercice de leur activité professionnelle.

### Producteurs, chefs d'exploitation agricole, marins pêcheurs, ostréiculteurs, pisciculteurs

- Pièce d'identité ;
- Justificatif de l'exercice de l'activité (par exemple, inscription au Registre des Actifs Agricoles, au Registre des Entreprises Agricoles, relevé parcellaires, ...).

### Conjoint de chef d'entreprise ou salarié exerçant de manière autonome

- Pièce d'identité ;
- Copie de la carte permettant l'exercice d'une activité commerciale ou artisanale ambulante certifiée par le chef d'entreprise ;
- Document établissant un lien avec le titulaire de la carte (pour le conjoint collaborateur, copie de l'extrait Kbis ou de l'extrait d'inscription au registre des métiers le mentionnant expressément ; pour le salarié, un bulletin de salaire datant de moins de 3 mois ou une copie de la déclaration préalable d'embauche faite à l'URSSAF certifiée conforme par l'employeur).

## Annexe 2

### Le droit de présentation par le titulaire de son

Envoyé en préfecture le 18/05/2026

Reçu en préfecture le 18/05/2026

Publié le

ID : 084-218400208-20260512-DELIB12052608-DE

Le commerçant titulaire d'une autorisation d'occupation peut présenter au maire une personne comme successeur, en cas de cession de son fonds. Le titulaire de l'autorisation doit avoir exercé son activité sur le marché depuis au moins 1 an conformément à la durée fixée par délibération n°11 du conseil municipal du 10 avril 2018.

En cas de décès, d'incapacité ou de retraite du commerçant titulaire de l'autorisation, le droit de présentation est transmis aux ayants droit qui peuvent en faire usage au bénéfice de l'un d'eux. A défaut d'exercice dans un délai de 6 mois, le droit de présentation est caduc.

La personne présentée comme successeur doit être immatriculée au registre du commerce et des sociétés, et devra exercer la même activité principale telle qu'indiquée sur l'autorisation.

La demande doit être formulée par courriel ou lettre recommandée avec accusé de réception.

Le maire dispose d'un pouvoir d'appréciation de la demande. La décision du maire est notifiée au commerçant titulaire du droit de présentation et à son successeur dans les deux mois. La décision de refus est motivée.

En l'absence de réponse dans les deux mois, la demande est réputée acceptée.

Durant ce délai, l'emplacement ne pourra être attribué que de façon temporaire.

En cas de reprise de l'activité par le conjoint, ce dernier conserve l'ancienneté du titulaire de l'emplacement.

Pour les repreneurs autres que le conjoint, l'ancienneté commence à la date de notification de l'acceptation par le maire.

## Annexe 3

### Commercialisation de boissons alcool

Classification des boissons (article L3321-1 du code de la santé publique)

Les boissons sont, en vue de la réglementation de leur fabrication, de leur mise en vente et de leur consommation, réparties en quatre groupes :

1<sup>er</sup> groupe : Boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat ;

2<sup>ème</sup> groupe : n'existe plus

3<sup>ème</sup> groupe : Boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur ;

4<sup>ème</sup> groupe : Rhums, tafias, alcools provenant de la distillation des vins, cidres, poirés ou fruits, et ne supportant aucune addition d'essence ainsi que liqueurs édulcorées au moyen de sucre, de glucose ou de miel à raison de 400 grammes minimum par litre pour les liqueurs anisées et de 200 grammes minimum par litre pour les autres liqueurs et ne contenant pas plus d'un demi-gramme d'essence par litre ;

5<sup>ème</sup> groupe : Toutes les autres boissons alcooliques.

#### Interdiction de vendre des boissons des 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> groupes sur les marchés

Il est interdit aux marchands ambulants de vendre au détail, soit pour consommer sur place, soit pour emporter, des boissons des quatrième et cinquième groupes (article L. 3322-6 du code de la santé publique).

Les commerçants ne sont donc autorisés à vendre sur le domaine public que les boissons des 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> groupes.

#### Obligation de déclaration pour la vente de boissons du 3<sup>ème</sup> groupe

La vente de boissons sans alcool (1<sup>er</sup> groupe) est libre.

Pour commercialiser des boissons du 3<sup>ème</sup> groupe, la copie de la déclaration Cerfa n° 11542\*05 déposée à la mairie du siège social de l'entreprise et du formulaire Cerfa n° 11543\*05 de récépissé délivré par la commune sont nécessaires ainsi qu'une AOT pour la vente de ces produits.

Les différentes licences applicables aux marchands ambulants (articles L. 3331-1, L. 3331-2 et L.3331-3 du code de la santé publique) :

- pour une consommation sur place : « Licence III »
- en cas de vente à emporter : « Petite licence à emporter »
- lorsque les boissons ne sont servies qu'en accompagnement des repas et comme accessoires de la nourriture : « Petite licence restaurant »

Information de la clientèle : affichage obligatoire

Un affichage légal et obligatoire<sup>17</sup> doit être apposé dans les étals vendant des boissons à emporter, rappelant d'une part le message de Santé Publique : « l'abus d'alcool est dangereux pour la santé » et d'autre part l'interdiction de vente de boissons alcooliques aux mineurs (article L.3342-4 du code de la santé publique).

<sup>17</sup>L'arrêté du 17 octobre 2016 fixe les modèles et lieux d'apposition des affiches.

## Annexe 4

### Commercialisation de fruits et légumes

#### I. L'affichage

Les professionnels vendant des fruits et légumes doivent respecter les réglementations d'affichage applicables ce jour ainsi que les normes de commercialisation spécifiques pour chaque produit.

#### II. Règles générales

L'affichage doit être à proximité immédiate de la marchandise, en caractères lisibles et visibles afin de ne pas induire en erreur le consommateur.

Les professionnels doivent mentionner pour chaque fruit et légume en vrac sa dénomination de vente, son origine, le prix à la pièce ou au poids et, le cas échéant, l'état physique du produit.

La mention de l'origine en toutes lettres doit être de la même taille que la mention du prix. Dans le cas de mélange de différentes espèces de fruits et légumes, les noms complets des origines des denrées peuvent être remplacés par : « mélange originaire de l'UE », « mélange originaire de pays tiers » ou « mélange originaire de l'UE et de pays tiers ».

Les professionnels vendant des préparations en vente immédiate sont soumis aux mêmes obligations d'affichage précitées en ajoutant, le cas échéant, la mention des allergènes.

#### III. Règles spécifiques

Il existe dix fruits et légumes soumis à des normes de commercialisation spécifiques, et pour lesquels il faut afficher des informations supplémentaires, à savoir : les pommes, les poires, les pêches, les nectarines, les fraises, les kiwis, les raisins de table, les agrumes (oranges, citrons, clémentines), les poivrons, les salades (laitues, chicorées frisées et scaroles) et les tomates. L'affichage de ces fruits et légumes devra comporter, en plus des mentions précitées au I.1, la catégorie (Extra, I, II), ainsi que la variété, le type commercial et la mention d'agents conservateurs et de substances chimiques utilisés en traitement après la récolte en fonction du fruit et légume vendu.

Des mentions supplémentaires devront également être ajoutées pour les produits soumis à un arrêté français ou à un accord interprofessionnel.

#### IV. L'étiquetage des fruits et légumes biologiques

Les professionnels vendant des fruits et légumes issus de l'agriculture biologique doivent appliquer la réglementation en vigueur (Règlement CE n° 834/2007 et Règlement CE n° 889/2008).

Ces professionnels remplissant les conditions de la réglementation précitée, sont soumis aux mêmes règles de commercialisation que les fruits et légumes non-biologiques. Toutefois, des mentions supplémentaires doivent être renseignées :- Le terme « biologique » ou « bio » ; - Le numéro de code de l'organisme certificateur (facultatif sur les écriteaux) ; - Le logo Eurofeuille et la mention « Agriculture UE » ou « Agriculture non UE » ou « Agriculture et nom du pays » (obligatoire pour les produits préemballés) ; - Le logo AB (facultatif).

Les professionnels vendant en complément de ses produits des fruits et légumes non-biologiques doivent les séparer sur leur étal afin d'éviter toute confusion. Source : SAVEURS COMMERCE  
[www.saveurs-commerce.fr](http://www.saveurs-commerce.fr)

## Annexe 5 Commercialisation de viandes / boucher, bouch

Envoyé en préfecture le 18/05/2026  
Reçu en préfecture le 18/05/2026  
Publié le  
ID : 034-218400208-20260512-DELIB12052608-DE

### Diplômes ou qualifications préalable à l'installation

Les professionnels qui ont débuté leur activité après le 6 juillet 1996 sont concernés par l'obligation de qualification professionnelle.

### Justification des diplômes ou titres

Les personnes qui exercent le métier de boucher ou une partie d'activité ou qui contrôlent l'exercice par de personnes non qualifiées doivent être titulaires au minimum d'un certificat d'aptitude professionnelle : **CAP BOUCHER** (Arrêté du 11 mai 2005) ou d'un **Baccalauréat Professionnel** (Arrêté du 24 juin 2009).

A défaut de diplômes ou de titres mentionnés aux alinéas précédents, ces personnes doivent justifier d'une expérience professionnelle de trois années effectives sur le territoire de l'Union européenne ou un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen acquise en qualité de dirigeant d'entreprise, de travailleur indépendant ou de salarié dans l'exercice du métier ou de la partie d'activité en cause.

Cette condition de diplôme ou d'expérience est validée par la chambre des métiers au moment de l'inscription du professionnel par le Cerfa n° 14077\*02. L'autorité responsable du marché doit donc vérifier impérativement que l'artisan boucher justifie d'une inscription au répertoire des métiers pour l'exercice du métier de boucher.

### Inscription obligatoire au Répertoire des métiers

Document obligatoire pour tous : Copie du Justificatif d'inscription et de qualification professionnelle artisanale (Cerfa n° 14077-02).

### Activités soumises à l'obligation d'inscription

- Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé (4722Z)
- Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés (47.81Z)
- Charcuterie (10.13B)
- Services des traiteurs (5621Z)

### Formation Hygiène

L'ensemble des employés, salariés et chefs d'entreprises, doivent être formés à l'hygiène. L'attestation de formation spécifique au Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène Boucher doit être conservée et à jour. Celle-ci est à renouveler tous les 3 à 5 ans.

**Source** : Confédération Française de la Boucherie, Boucherie-charcuterie, Traiteurs [www.boucherie-france.org](http://www.boucherie-france.org)

## Annexe 6

### Commercialisation de poissons-crustacés

Envoyé en préfecture le 18/05/2026  
Reçu en préfecture le 18/05/2026  
Publié le  
ID : 084-218400208-20260512-DELIB12052608-DE

#### Poissonnier-Écailler

##### Qualification préalable à l'installation

Les professionnels qui ont débuté leur activité après le 6 juillet 1996 sont concernés par l'obligation de qualification professionnelle.

##### Justification des diplômes ou titres

- Le chef d'entreprise, le conjoint collaborateur ou, à défaut, l'un des salariés de l'entreprise qui exerce son activité dans la préparation, la transformation ou la vente de produits frais de poissonnerie doit être titulaire :
  - Soit du Certificat d'Aptitude Professionnelle Poissonnier Écailler (Arrêté du 8-2- 2018- J.O. Du 9-3-2018)
  - Soit du Baccalauréat Professionnel Poissonnier-écailler-traiteur (JORF n°0163 du 17 juillet 2009)
  - Soit justifier d'une expérience professionnelle de 3 ans au moins acquise en qualité de chef d'entreprise, conjoint collaborateur ou de salarié dans l'exercice du métier sur le territoire de l'Union européenne ou un autre État partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen.

Cette condition de diplôme ou d'expérience est validée par la chambre des métiers au moment de l'inscription du professionnel par le Cerfa n°14077\*02.

L'artisan poissonnier justifie d'une inscription au répertoire des métiers pour l'exercice du métier de poissonnier écailler.

##### Inscription obligatoire au Répertoire des métiers

- Document obligatoire pour tous : Copie du Justificatif d'inscription et de qualification professionnelle artisanale (Cerfa n°14077-02), ou carte professionnelle d'artisan
- Activités notamment soumises à l'obligation d'inscription
  - Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé dont préparations à partir de ces produits (inclus dans 47.23Z) ;
  - Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques sur éventaires et marchés dont préparations à partir de ces produits (inclus dans 47.81Z) ;
  - Transformation et conservation de poissons, de crustacés et de mollusques (10.20Z).

##### Formation hygiène

- La copie de l'attestation de formation hygiène spécifique au Guide des Bonnes pratiques du poissonnier détaillant à jour doit être transmise obligatoirement à l'autorité compétente. Elle doit être renouvelée tous les 3 ans pour les salariés et chefs d'entreprises en contact avec des produits aquatiques.

#### Pêcheurs

Réglementation applicable à la vente directe au consommateur final de petites quantités de produits primaires d'origine animale 25

- Définition de la vente au détail

- Vente au détail uniquement à des fins de consommation du code rural et de la pêche maritime- CRPM) ;
  - Quantité de la vente au détail : sont seules qualifiées de vente un producteur à des fins de consommation privée de produits n'excédant pas trente kilogrammes de poids vif par acheteur et par jour (Art. R932-20 du CRPM)
  - Quantité maximale pouvant être fournie par le producteur : 100 kg de produits par débarquement et par navire de pêche pour les produits de la pêche capturés dans le milieu naturel ;
  - Distance de distribution : distance entre le navire et le commerce de détail : 50 km maximum
- o Règles sanitaires spécifiques

Sources : Art. R231-14 à R231-16 du CRPM

- o Transbordement, débarquement et commercialisation des produits issus de la pêche maritime

Sources : Art. D932-1, R932-2 et suivants du CRPM

R932-4 : Ces produits de la pêche maritime sont, au plus tard avant la première mise sur le marché, triés, pesés, mis en lots pour la vente et étiquetés conformément aux règlements de l'UE sous la responsabilité du producteur lorsque ces opérations ont lieu à bord du navire, du premier acheteur ou de la halle à marées.

#### **Conchyliculteurs, Ostréiculteurs : documents et qualifications...**

- o Copie du Cerfa n° 15063 obligatoire pour tout transport d'huîtres et de coquillages vivants (commerçants, poissonniers, producteurs...) carte professionnelle ;
- o Copie du certificat de producteur-expéditeur de produits (conchyliques ou ostréiques), délivrée par le Comité Régional de la Conchyliculture.  
Il doit être affiché obligatoirement sur les points de vente directe.

Source : Organisation des Poissonniers Ecaillers de France (OPEF) [www.uniondelapoissonnerie.org](http://www.uniondelapoissonnerie.org)

## Annexe 7

### Commercialisation de fromages, produits laitiers

Envoyé en préfecture le 18/05/2026

Reçu en préfecture le 18/05/2026

Publié le

ID : 084-218400208-20260512-DELIB12052608-DE

Les professionnels doivent respecter les températures règlementaires de stockage lors de la vente des produits. Pour cela, ils doivent disposer d'un matériel permettant le maintien de la chaîne du froid.

Les produits doivent être protégés de toutes contaminations extérieures. Par exemple, à l'aide d'une vitrine, d'emballage ou film disposé sur les produits (surtout les morceaux de fromages coupés), ou de plaque en plexiglass.

Les professionnels doivent également être équipés de matériel leur permettant de respecter les bonnes pratiques d'hygiène. A savoir, du matériel pour le lavage des mains, le nettoyage et la désinfection des surfaces de travail et des outils et la gestion des déchets.

Toutes ces bonnes pratiques d'hygiène sont stipulées dans le **Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène** pour la profession de détaillants en produits laitiers (1998). Il est en cours de réactualisation. Le guide est accessible aux adhérents de la Fédération des fromagers de France sur le site Internet : [www.fromagersdefrance.com](http://www.fromagersdefrance.com).

Les professionnels doivent être formés.

La formation regroupe :

- La formation initiale (CAP Crémier-Fromager, BEP, Bac Pro, CQP Vendeur conseil en crèmerie-fromagerie...),
- La formation continue :
  - des formations à l'hygiène de manière régulière (tous les 3 ans) contenant les mesures de maîtrise de ce GBPH et le Plan de Maîtrise Sanitaire (PMS),
  - des formations dédiées pour des pratiques spécifiques (organisation de buffet, recettes fromagères ...).

*Remarque : Pour le secteur, la formation hygiène est obligatoire pour toute personne manipulant des denrées alimentaires. Cela implique que toutes les personnes salariées ou non salariées de l'entreprise doivent participer à ces formations.*

*Toutes les attestations de stage doivent être conservées, afin de justifier de cette formation.*

*La formation est à renouveler régulièrement, environ tous les trois ans.*

Les œufs doivent être présentés à la vente dans un endroit frais et sec, à l'abri du soleil. Pour éviter les phénomènes de condensation liés aux variations de température, il est recommandé de stocker les œufs à une température constante. Vérifier visuellement l'absence de condensation en surface des œufs.

Les œufs sont dits « extra » ou « extra-frais » jusqu'à 9 jours après la date de ponte et sont commercialisables jusqu'à 21 jours après cette date (soit 7 jours avant la DDM). Au-delà de cette date, ils doivent être retirés de la vente.

**Sources règlementaires (liste non exhaustive) :**

Règlementation européenne, le PAQUET HYGIENE, en vigueur depuis le 1er janvier 2006.

- Règlement n° 178/2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires ;
- Règlement n° 853/2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;

- Règlement n° 853/2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux produits alimentaires d'origine animale. 28 Règlementation française :
- Arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant ;
- Instruction technique DGAL/SDSSA/2019-8 du 09/01/2019 : Normes de commercialisation des œufs et leurs contrôles.

Envoyé en préfecture le 18/05/2026
Reçu en préfecture le 18/05/2026
Publié le
ID : 094-218400208-20260512-DELIB12052608-DE

Source : Fédération des Fromagers de France

[www.fromagersdefrance.com](http://www.fromagersdefrance.com)

## Annexe 8

### Charcuterie artisanale/charcuterie-trait

Envoyé en préfecture le 18/05/2026  
Reçu en préfecture le 18/05/2026  
Publié le  
ID : 084-218400208-20260512-DELIB12052608-DE

#### Conditions de qualification professionnelle

Par application des dispositions de l'article 16 de la loi n°96-603 du 5 Juillet 1996, la fabrication de produits frais de charcuterie est soumise à une condition de qualification professionnelle.

Il est ainsi obligatoirement nécessaire de justifier :

- soit d'un CAP ou d'un BEP charcutier-traiteur ;
- soit d'une expérience minimale de 3 ans dans l'activité charcuterie traiteur

#### Bonnes pratiques d'hygiène

Les artisans charcutiers-traiteurs sont tenus de respecter les dispositions du Guide de Bonnes Pratiques d'Hygiène (GBPH) en charcuterie consultable ici :  
[https://agriculture.gouv.fr/sites/default/files/documents/pdf/gph\\_20085920\\_0001\\_p000\\_cle06a617.pdf](https://agriculture.gouv.fr/sites/default/files/documents/pdf/gph_20085920_0001_p000_cle06a617.pdf)

A cet égard, les professionnels charcutiers traiteurs exerçant sur marché appliqueront l'ensemble des règles d'hygiène applicables à l'activité (respect des températures réglementaires de stockage, protection des produits contre le risque de contaminations extérieures etc...), le cas échéant au moyen du matériel nécessaire et ils observeront tout particulièrement les dispositions du chapitre 5.10 « Exposition service en magasin, **marchés et vente ambulante**, dressage de buffets ».

#### Code des usages en charcuterie

Les artisans charcutiers traiteurs appliquent les dispositions du code des usages de la charcuterie qui recense les bonnes pratiques de fabrication, définit les dénominations de vente des produits et codifie les usages de la profession.

#### Information du consommateur

Les règles relatives à l'information du consommateur sont respectées.

A ce titre, la dénomination de vente et le prix sont affichés sur le produit lui-même ou sur un panneau ou écriteau situé à proximité.

Les clients sont également informés de la possibilité de se renseigner sur la présence éventuelle d'allergènes à déclaration obligatoire dans les produits vendus ainsi que le prévoient le règlement INCO n° 1169/2011 et le décret n° 2015-447 du 17 avril 2015 applicables à tous les métiers de bouche.

Source : Confédération Nationale des Charcutiers Traiteurs (CNCT) Site internet : [www.charcutiers-traiteurs.com](http://www.charcutiers-traiteurs.com)

## Annexe 9 Boulangerie-pâtisserie

Envoyé en préfecture le 18/05/2026  
Reçu en préfecture le 18/05/2026  
Publié le  
ID : 034-218400208-20260512-DELIB12052608-DE

### Qualification professionnelle

Le décret n° 98-246 du 2 avril 1998 précise que les personnes qui exercent la préparation ou la fabrication de produits frais de boulangerie, pâtisserie ou qui en contrôlent l'exercice par des personnes non qualifiées doivent être titulaires :

- d'un CAP, ou d'un BEP ou d'un diplôme ou d'un titre de niveau égal ou supérieur homologué ou enregistré lors de sa délivrance au répertoire national des certifications professionnelles ;
- à défaut de diplôme ou de titre précité, ces personnes doivent justifier d'une expérience professionnelle de 3 ans acquise en qualité de dirigeant d'entreprise, de travailleur indépendant ou de salarié dans l'exercice de l'un des métiers listés par le décret.

### Appellation boulangerie et dénomination de vente des pains

Les articles L. 122-17 et L122-18 du code de la consommation réglementent l'appellation boulangerie : « Les professionnels qui n'assurent pas eux-mêmes, à partir de matières premières choisies, le pétrissage de la pâte, sa fermentation et sa mise en forme ainsi que la cuisson du pain sur le lieu de vente au consommateur final ne peuvent utiliser l'appellation de « boulanger » et l'enseigne commerciale de « boulangerie » ou une dénomination susceptible de porter à confusion, sur le lieu de vente du pain au consommateur final ou dans des publicités à l'exclusion des documents commerciaux à usage strictement professionnel. La pâte et les pains ne peuvent à aucun stade de la production ou de la vente être surgelés ou congelés ».

« L'appellation de boulanger et l'enseigne commerciale de boulangerie mentionnées à l'article L. 122-17 peuvent être utilisées lorsque le pain est vendu de façon itinérante par le professionnel, ou sous sa responsabilité, lorsque ce professionnel remplit les conditions énoncées au même article ».

Sur les marchés couverts et de plein vent, la DGCCRF dans une note d'information n° 2000- 52 du 05/04/2000 précise : « En l'absence de risque de confusion, dans la mesure où le consommateur ne peut être amené à croire que le pain est fabriqué sur place, il apparaît que ce type de vente peut être assimilé à une vente itinérante conformément à l'article L 121-81 du code de la consommation. En conséquence, il n'y a pas lieu de remettre en cause l'utilisation de l'enseigne de « boulangerie », ni celle de l'appellation « boulanger » dans la mesure où les autres conditions fixées par le code de la consommation sont respectées ».

Par ailleurs, les marques, aussi connues soient elles, ou les désignations fantaisies ne peuvent pas être utilisées en lieu et place de la dénomination de vente réglementaire (article R112-4 du code de la consommation) ou les usages (exemple : « Pain de Tradition Française », « Pain complet », etc.), soit consister en une description des produits (exemple : « Baguette à la farine de maïs », « Pain aux sept céréales », etc.).

### Bonnes pratiques d'hygiène

Un guide de bonnes pratiques d'hygiène en pâtisserie a été réalisé par la Confédération Nationale de la Boulangerie et Boulangerie-Pâtisserie Française et la Confédération Nationale de la Pâtisserie-Confiserie-Chocolaterie-Glacierie de France à destination des professionnels que vous trouverez via ce lien : <https://boulangerie.org/wp-content/uploads/Guide-de-bonnespratiques-dhygiene-en-patisserie.pdf>

Sur les marchés, les artisans boulangers-pâtisseries sont tenus de respecter les règles relatives notamment à la maîtrise des contaminations (isolement), les règles d'hygiène, le stockage des denrées alimentaires etc...

Envoyé en préfecture le 18/05/2026
Reçu en préfecture le 18/05/2026
Publié le
ID : 084-218400208-20260512-DELIB12052608-DE

### Information du consommateur

L'étiquetage des produits de boulangerie est indispensable pour guider le client dans ses achats. L'affichage concernant le prix du pain est très réglementé et encadré par l'arrêté du 9 août 1978.

Lors de la remise directe des denrées au consommateur final, des mentions d'étiquetage sont obligatoires et diffèrent selon qu'il s'agit de denrées préemballées ou non préemballées. Le consommateur doit notamment être clairement informé sur les allergènes.

**Source :** Confédération Nationale de la Boulangerie et Boulangerie-Pâtisserie Française Site internet : <https://boulangerie.org/>



Date de convocation : 05.05.2026  
Nbre de membres en exercice : 15  
Nbre de présents : 13  
Nbre de membres ayant pris part à la délibération : 14  
Vote pour : 10  
Vote contre : 1  
Abstention (s) : 3  
Quorum : 8

## COMMUNE DE BONNIEUX

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 12 MAI 2026

N°09

L'an deux mil vingt-six et le douze mai, à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil municipal de la commune de Bonnieux, légalement convoqué s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur Pascal RAGOT.

Etaient présents : Monsieur Pascal RAGOT, Monsieur Yannick MEYSSARD, Madame Cécile CHEVALIER, Monsieur Serge AGNEL, Madame Nathalie LOMBARD, Monsieur Jean-Michel PAGES, Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Patrick DEVAUX, Madame Laetitia AGNEL, Madame Barbara DENOLE, Monsieur Eric PAGHDIKIAN, Monsieur Alexis BOUTIERE et Madame Laure GUGLIELMINO.

Pouvoirs : Madame Elsa POMMIER à Madame Emilie TEMPIER.

Absent : Monsieur Emmanuel GROS.

A été élu secrétaire de séance : Monsieur Alexis BOUTIERE.

#### OBJET :

#### SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Monsieur le Maire propose de verser les montant ci-dessous aux associations pour le financement de leurs activités.

L'ORGANE DELIBERANT  
OÙ L'EXPOSE DU MAIRE  
APRES EN AVOIR DELIBERE,

Adopte le vote des subventions 2026 comme suit :

ASSOCIATIONS

Vote en €



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE  
ARRONDISSEMENT D'APT  
COMMUNE DE BONNIEUX

Envoyé en préfecture le 18/05/2026  
Reçu en préfecture le 18/05/2026  
Publié le  
ID : 084-218400208-20260512-DELIB12052609-DE

AMICALE DES POMPIERS	1 500
CERCLE DES AINES	300
CONCILIATEUR DE JUSTICE	50
LES ARCHERS DU LUBERON	1 500
TENNIS CLUB	1 500
AMAPA BONNIEUX	500
VIEUX CRAMPONS	400
COMITE DES FETES	11 750
DDEN	50
ENTENTE DE PONGISTES APTESIENS	200
JEUNESSE BONNIEULAISE	800
LA LUBERONNE	150
LA BORIE	150
OLYMPIQUE DE BONNIEUX	1 500
RESTAURANTS DU CŒUR	300
<b>TOTAL</b>	<b>20 650</b>

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal,

Le secretaire,  
Alexis BOUTIERE



Le Maire  
Pascal RAGOT



**Date de convocation :** 05.05.2026  
**Nbre de membres en exercice :** 15  
**Nbre de présents :** 13  
**Nbre de membres ayant pris part à la délibération :** 14  
**Vote pour :** 14  
**Vote contre :** 0  
**Abstention (s) :** 0  
**Quorum :** 8

## COMMUNE DE BONNIEUX

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 12 MAI 2026

N°10

L'an deux mil vingt-six et le douze mai, à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil municipal de la commune de Bonnieux, légalement convoqué s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur Pascal RAGOT.

Etaient présents : Monsieur Pascal RAGOT, Monsieur Yannick MEYSSARD, Madame Cécile CHEVALIER, Monsieur Serge AGNEL, Madame Nathalie LOMBARD, Monsieur Jean-Michel PAGES, Madame Emilie TEMPIER, Monsieur Patrick DEVAUX, Madame Laetitia AGNEL, Madame Barbara DENOLE, Monsieur Eric PAGHDIKIAN, Monsieur Alexis BOUTIERE et Madame Laure GUGLIELMINO.

Pouvoirs : Madame Elsa POMMIER à Madame Emilie TEMPIER.

Absent : Monsieur Emmanuel GROS.

A été élu secrétaire de séance : Monsieur Alexis BOUTIERE.

OBJET :

CONTRAT VAUCLUSE AMBITION 2026 -2028

Monsieur le Maire expose à son conseil municipal que par courrier du 26 janvier 2026, la Présidente du conseil département nous informait que le Conseil départemental avait approuvé la mise en place du dispositif contractuel dénommé « Contrat Vaucluse Ambition » 2026-2028 à destination des communes vauclusiennes, par délibération n°2025-446 du 12 décembre 2025.

Considérant le montant de la dotation 2026-2028 d'une enveloppe de 273 300 euros pour les 3 ans,

Considérant une part de l'enveloppe globale dédiée à la transition écologique et énergétique, un taux de participation départemental pouvant atteindre 70% du montant HT et un nombre maximal d'opération, sur la période contractuelle 2026-2028, fixé à huit opérations.



Monsieur le Maire propose d'affecter les montants suivants :

- Réfection des toitures des bâtiments communaux : 134 175 € + 225 600€ = 359 775€
- Réfection chemins communaux pour 4 085€
- Réaménagement d'un parking communal avenue des Tilleuls : 27 191€ + 4 240€ = 31 431€
- Réaménagement descente du local attenant au stade : 7 860€

Monsieur le Maire demande à son assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette proposition, et de l'autoriser à signer tous les documents nécessaires.

**L'ORGANE DELIBERANT  
OUÏ L'EXPOSE DU MAIRE  
APRES EN AVOIR DELIBERE**

**DECIDE** d'affecter le Contrat Vaucluse Ambition 2026-2028 comme suit :

- Réfection des toitures des bâtiments communaux : 134 175 € + 225 600€ = 359 775€
- Réfection chemins communaux pour 4 085€
- Réaménagement d'un parking communal avenue des Tilleuls : 27 191€ + 4 240€ = 31 431€
- Réaménagement descente du local attenant au stade : 7 860€

**AUTORISE** monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'élaboration de ce dossier.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal,

Le secretaire,  
Alexis BOUTIERE

Le Maire  
Pascal RAGOT

